

- Fédéraliste inquiet, Didier Gosuin redoute une "dislocation" de l'Etat belge.
- Plutôt que de refédéraliser, le ministre Défi propose de s'inspirer du monde économique pour penser certaines politiques communes.
- Il commente au passage la succession présidentielle en vue au sein de son parti.

Didier Gosuin : "Je ne veux pas d'un Etat fédéral croupion!"

"Il n'y a pas de majorité institutionnelle en Flandre ni en Wallonie

Entretien Alice Dive

A quelques jours de son sixième anniversaire, le ministre bruxellois de l'Economie et de l'Emploi, Didier Gosuin (DFI), se dit "inquiet quant à l'état actuel de la société belge". Membre du groupe de réflexion E-Change, l'homme entend continuer à jouer son rôle de "porteur d'idées". Tout un programme.

"Avez-vous été rien sans Bruxelles", déclarait récemment l'Open VLD Guy Vanhengel. Il a parfaitement raison. Qui participe le plus à la croissance économique dans notre pays ? Bruxelles. Qui est le plus grand vivier d'emplois ? Bruxelles. Qui est le plus grand moteur en termes d'innovation ? Bruxelles. C'est le phénomène de toutes les grandes villes. Liege ne serait rien non plus sans Bruxelles. C'est une réponse à tous ces régionalismes abusés – que l'on retrouve essentiellement au MR et au PS – qui font croire aux Wallons qu'en se repliant sur eux-mêmes, ils vont solutionner les choses. C'est un message. C'est une tempête de l'histoire. C'est l'inverse qu'il faut faire. Il faut mettre en place des politiques communes et fédérer. Moi, je suis un fédéraliste !

Etes-vous de ces politiques – comme un Alexander De Croo – qui plaident en faveur d'une refédéralisation de certaines compétences en Belgique ?
Alexander De Croo : Aller, c'est le comble ! Il vient se

"Si vous rompez les mécanismes de solidarité au sein d'un Etat, c'est sa dislocation assurée. Je vous le dis, cet Etat ne fonctionne plus. Cet Etat coûte cher. Ceux qui déclarent aujourd'hui qu'il faut refédéraliser sont soit de grands naïfs, soit trompent une fois de plus l'opinion publique."

présenter aujourd'hui en rassemblant alors que c'est lui qui a généré l'accélération de la sixième réforme de l'Etat. C'est un peu fort. Cela ne lui a d'ailleurs pas porté chance. Evidemment, moi, je bois du petit-lait. Car mon parti l'avait dit depuis le départ : nous n'étions pas contre une réforme institutionnelle mais bien contre cette réforme qui visait une fois de plus à scinder les solidarités. On a scindé partiellement la sécurité sociale (allocations familiales...) alors que tous les partis francophones au pouvoir avaient dit "qu'avec eux, on ne scinderait jamais la sécurité sociale". Si vous rompez les mécanismes de solidarité au sein d'un Etat, c'est sa dislocation assurée, je vous le dis, cet Etat ne fonctionne plus. Cet Etat coûte cher. Ceux qui déclarent aujourd'hui qu'il faut refédéraliser sont soit de grands naïfs, soit trompent une fois de plus l'opinion publique. Car on sait que le mouvement aujourd'hui n'est pas à la refédéralisation. Tout simplement parce que les Flamands n'y veulent pas. Soyons clair : il n'y a pas de majorité institutionnelle en Flandre ni même en Wallonie pour refédéraliser.

Que proposez-vous dans ce cas ?
Il y a une voie plus pragmatique. Je souscris à la proposition formulée par trois patrons bien connus, Baudouin Meunier, Bernard Debovis et Johnny Thiry, qui défendent l'idée selon laquelle lorsque l'on veut progresser dans le monde de l'entreprise, on crée un projet avec des objectifs et on associe toutes les compétences de l'entreprise. Je trouve que l'on devrait faire la même chose au moment de la constitution des gou-



Didier Gosuin jeudi, à son cabinet. Le ministre bruxellois de l'Economie et membre du groupe de réflexion E-Change emend bien contre à sa façon la montée des "nationalismes de tout bord".

pour refédéraliser"

"Une co-présidence chez Défi ? Je n'y crois pas. Voyez chez Ecolo. J'avais fut le seul vrai chef"

vernements, en reconnaissant la primauté du fédéral. En tant que fédéraliste, je n'ai aucun problème à reconnaître la primauté du fédéral, même si n'est pas de ma couleur politique. Je ne veux pas d'un Etat fédéral croupion comme le veut le N-VA ! Je veux un Etat fédéral fort. Pour ce faire, je propose donc que le gouvernement fédéral et les entités fédérées définissent ensemble au début de la prochaine législature les quatre grands projets suivants : réduire la congestion automobile à Bruxelles, mettre en place un plan fédéral coordonné en matière de prévention de la santé, augmenter la qualification dans notre pays et, enfin, se coordonner sur la transition énergétique. C'est une dette considérable qu'elle que nous sommes en train de reporter sur la tête de nos enfants et de nos petits-enfants. Si l'on atteint ces quatre objectifs là dans les dix années à venir, la croissance de notre PIB sera dopée.

Encore faut-il qu'il n'y ait pas d'asymétrie politique entre le gouvernement fédéral et les exécutifs fédérés...
Il faut en effet que tous les gouvernements s'accordent sur ces grands projets. Mais qui, sincèrement, oserait refuser de se mettre d'accord sur de tels objectifs, considérés comme primordiaux pour la croissance économique ? C'est clair que cela ne va pas plaire aux nationalistes puisque c'est une manière de refédéraliser notre Etat mais sans devoir mettre une fois de plus les institutions où par-dessus tête. Sincèrement, je pense que c'est la meilleure manière de coincer la N-VA dans ses contradictions. Qu'elle se dise non à cela ! Elle le paierait directement sur le plan électoral.

Un mot d'abord sur la double séquence électorale qui se profile. D'aucuns laissent entendre en coulisses qu'un pré-accord entre votre parti, Défi, Ecolo et le PS serait déjà acté à Bruxelles en vue des régionales de mai 2019. Est-ce exact ?
Non, c'est faux. Nous n'avons même jamais parlé de cela. D'abord, parce que nous n'avons pas la tête à cela. Ensuite, parce qu'en ayant des exclusives, on prendrait le citoyen en otage. Il faut respecter le vœu de l'électeur. Par contre, il est vrai que des contacts sont et ont été pris entre ces trois partis en matière de gouvernance. Mais ceci est un effet collatéral du charivari causé par Benoit Lutgen en juin 2017.

Il y a quelques jours, le Parlement flamand a décliné une procédure en conflit d'intérêts contre la proposition d'ordonnance sur le décomul intégral dans la capitale, dans le but de faire retarder le vote de ce texte par les députés bruxellois. Ce dossier pourrait-il générer une crise institutionnelle, comme certains l'avaient ?
Non, il n'y aura pas de crise institutionnelle sur le dossier du décomul. Il pourrait par contre y avoir une crise néerlandophone, si les partis flamands ne parviennent pas à trouver un terrain d'entente entre eux. La pression est en effet essentiellement de leur côté. Rappelons qu'à Bruxelles, il y a un gouvernement mais il y a aussi deux majorités dans la

majorité parlementaire. Les Flamands ont beaucoup de mal à démontrer le caractère communautaire de ce dossier. Il faudrait en effet qu'ils parviennent à prouver que cette mesure pénalise davantage une communauté que l'autre. Or, tout le monde est visé par le décomul, qu'ils soient francophones ou flamands. Le pire serait en fait que ce dossier soit récupéré par la N-VA. Bart De Wever cherche à mettre la peaufauderie à Bruxelles. L'obstacle à une session de ce pays, c'est Bruxelles. Si la capitale était à Arlon ou à Ostende, nous n'aurions aucun problème.

Un mot sur votre parti. En coulisses, il est question qu'un tandem puisse être l'une des pistes privilégiées pour succéder dans un an et demi à Olivier Mangin. Une co-présidence chez Défi, y êtes-vous favorable ?
Personnellement, je n'y crois pas. Ce n'est pas dans l'ADN du parti de faire cela. Et je ne peux que constater que partout où cela s'est fait, cela n'a jamais marché à merveille. Voyez chez Ecolo. On ne peut pas dire que le principe de la co-présidence soit une grande réussite. Le moment le plus intéressant chez les écologistes, c'était sous Jean-Michel Vanvaux. Il fut le seul vrai chef. Hovos et Deleuze, cela a été la catastrophe. Pareil au MR à l'époque du duo Ducarme-Duquesne. Non, pour la présidence, je pense qu'il faut une seule et unique personne capable de faire la synthèse.



La Libre Belgique Bruxelles 07/07/2018, pages 4 & 5
Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de La Libre Belgique Bruxelles

